

# LA VÉRITÉ

Parti Communiste Internationaliste (Trotskyiste) - section française de la 4<sup>e</sup> internationale

RÉDACTION ADMINISTRATION

5, rue de Charonne, PARIS (11<sup>e</sup>). Tél. : ROQ. 69-52

ABONNEMENTS : 1 an : 1.200 fr. ; 6 mois : 600 fr. ;

3 mois : 350 fr. - Etranger : 1 an : 1.500 fr.

C.C.P. Sté de Presse, Editions et Librairie 6032-01 Paris

" La Vérité ", le seul hebdomadaire révolutionnaire, résolue à poursuivre sa tâche, a plus que jamais besoin de l'aide de tous ses amis

SOUSCRIVEZ, ABONNEZ-VOUS !

## TROIS SEMAINES riches d'enseignements

LES trois semaines qui viennent d'être terminées de milliers de travailleurs, de s'écouler sont riches d'en-à cette puissante démonstration de enseignement pour l'ensemble la force ouvrière.

Les trotskystes signèrent des af-fiches, des tracts et des appels pour le devenir de la société fran-aise ont été posés. Le coup de ils ne partageaient ni les vues, ni force de la clique militaire d'Alger les programmes politiques, MAIS a mis à nu toutes les contradic-tions d'un régime à l'agonie. LA PROUVERENT RIEN QUI FUT CON-structure du régime est apparue TAIRE AUX PRINCIPES, AUX au grand jour, d'un régime en-IDEES ET AU PROGRAMME DE-taillé de profondes lézardes, va-LEUR MOUVEMENT. Ils se refusè-illant sur ses bases. La bourgeois-ent à soutenir le gouvernement sie française, exsangue, a été se Pfimlin qui faisait voter la loi couée par ses généraux et quel-d'urgence, reconduisant les pou-ques-uns de ses politiciens rêvant voirs spéciaux en Algérie, félici-der sauver ce qui pouvait encore fait les généraux, principaux ins-l'être de cet empire colonial que pirates et organisateurs des les révolutions des peuples ran-coups d'Etat d'Alger et d'Acco-gent inexorablement.

L'antagonisme fondamental de- meure celui des classes, et les « ultras » d'Alger apportaient une fois encore cette classique confir- mation de l'histoire : la violence lu-est, en fin de compte, le seul don-ner garantie sur garantie, fé- moyen terme par lequel se réso- lutions sur loi d'urgence, pou- vent les problèmes politiques, voirs spéciaux sur envoi d'hom- Qu'un million d'Européens d'Algè- mes, de matériel et de vivres, le 10 puissent imposer leur loi à Forum d'Alger n'en continuait pas 20 millions d'Algériens et 40 mil- lions de Français n'a rien à voir- tion qui exigeait tout ou rien : de avec l'arithmétique de la démocra- tie pure, mais est conforme à la dynamique de la lutte politi- que...

Faute d'avoir voulu compren- dre cette loi, pour ne pas avoir voulu lutter avec conséquence pour la défense des libertés démocratiques, pour ne pas avoir voulu utiliser cette force formidable que représente la volonté de combat des travailleurs, les organisations traditionnelles syndicales et politi- ques, qu'elles s'appellent P.C.F. ou S.F.I.O., C.G.T. ou C.G.T.-F.O., ont trahi le mouvement ouvrier et par- mis l'avènement de de Gaulle « dans la légalité ».

### LUTTE SANS CONDITION POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES.

Quand le parlementarisme bour- geois, quand la légalité bourgeoise deviennent une façade trop encombrante et une menace pour la domination de la bourgeoisie dans son ensemble, l'idée se fait jour, au sein de la classe dirigeante, que, seule, la suppression de ces libertés peut être une solution à la crise que le régime traverse.

Les travailleurs restent attachés aux libertés démocratiques, car ils savent que leur suppression est un profond recul pour leur propre combat, un grand handicap pour leurs luttes futures. Les trotskystes n'avaient pas d'autres préoccupations lorsqu'ils participaient à la formation du « comité de liaison et pour la défense des libertés démocratiques » aux côtés d'organisations politi- ques dont, par ailleurs et sur de nombreux points, ils différaient radicalement.

C'est sans réserves qu'ils s'asso- cièrent à la manifestation de la Nation à la République et partici- pèrent, avec les quelques cen-

### MAIS LA LUTTE A DEUX BOUTS.

Les « ultras » et la clique mili- taire formèrent leur Comité de Sa- lut Public. Pfimlin avait beau leur est, en fin de compte, le seul don-ner garantie sur garantie, fé- moyen terme par lequel se réso- lutions sur loi d'urgence, pou- vent les problèmes politiques, voirs spéciaux sur envoi d'hom- Qu'un million d'Européens d'Algè- mes, de matériel et de vivres, le 10 puissent imposer leur loi à Forum d'Alger n'en continuait pas 20 millions d'Algériens et 40 mil- lions de Français n'a rien à voir- tion qui exigeait tout ou rien : de avec l'arithmétique de la démocra- tie pure, mais est conforme à la dynamique de la lutte politi- que...

La classe ouvrière était seule capable de répondre à ces vio- lentes poussées de la droite, la

« LA VÉRITÉ »

(Suite page 4.)

## RIEN N'EST RÉGLÉ...

LE général de Gaulle est donc prési- dent du Conseil. Il impose à la vie politique française un style nou- veau. En deux temps et quatre mouve- ments, il a obtenu les pleins pouvoirs qu'il demandait et s'est fait donner le droit de réviser la Constitution. Le Parle- ment semble d'ailleurs ravi du traitement qu'on lui fait subir, de plus en plus admi- ratif au fur et à mesure qu'on lui retire

ses prérogatives. Maintenant, il va être mis en vacances...

« Tout le monde est content » est le leitmotiv ; les uns se félicitent de l'auto- rité soudain retrouvée de l'Etat, les autres du libéralisme manifesté par le nouveau gouvernement. Il semblerait que tout le monde soit réconcilié et que tout soit réglé.

Pourtant rien n'est. De Gaulle est sans doute le premier à le savoir, il part pour l'Algérie, mais pourra-t-il apporter une solution au problème algérien, ce problème qui était à la base de la crise qui l'a porté au pouvoir ? Et quelle solu- tion ?

Il est vrai que l'accession au pouvoir de de Gaulle a rétabli l'unité de l'armée. Mais le régime des Comités de Salut Public établi depuis bientôt trois semaines ne peut être rayé d'un trait de plume. Là, il n'y a pas de « tragique mé- prise » qui tienne. Le pouvoir des

« ultras » acceptera peut-être de se dissoudre formellement, mais, en tout état de cause, la politique au nom de laquelle se sont mobilisés les « ultras » demeurera. Il s'agit de la politique dite « d'intégra- tion », c'est-à-dire du refus définitif de toute solution qui admettrait ne serait-ce qu'une possibilité d'indé- pendance.

Cette politique, une fois qu'on en retire la démagogie sur l'égalité entre Musulmans et Français (remar- quons que si « l'intégration » devait être réelle, le salaire minimum dev- rait s'appliquer à l'Algérie, ce qui paralyserait sans aucun doute sc- économie coloniale !) signifie guerre à outrance, avec pour o- jectif la destruction, par le fer le feu, de la volonté d'indépe- dance du peuple algérien.

Cette politique de guerre total aucun gouvernement, même celui c- général de Gaulle, ne peut l'assu- mer longtemps. L'Amérique attend, avec impatience, qu'une solution soit trouvée. Elle ne peut regarder sans intervenir la politique française en Tunisie et au Maroc risquer de provoquer l'embrasement du Magh- reb. Et, quels que soient les désirs du nouveau gouvernement de se montrer plus indépendant de la po- litique atlantique, les dollars, comme à tout autre, lui sont indispen- sables...

La situation de l'économie fran- çaise est dramatique. Le déficit du commerce extérieur marque son impuissance à concurrencer ses ri- vaux plus puissants. Une réduction des importations risquerait de paralyser certains secteurs essentiels. Les tensions imposées par la guerre d'Algérie achèvent de disloquer un ensemble faible et archaïque.

Là non plus, rien n'est réglé ! Peut-être tentera-t-on de trouver une solution dans l'austérité et les sacrifi- ces, c'est-à-dire par la surexploita- tion de la classe ouvrière. Mais rien ne permet de penser que cette dernière est décidée à se laisser faire.

Non, rien n'est réglé. Le fragi- équilibre, la « pause » qui ont mé- qué les premiers jours du gouve- nement de Gaulle ne sauraient su- sister longtemps.

Les forces politiques, les force- sociales qui ont imposé le retour de de Gaulle pour une certaine politi- que, continueront à lutter pour cette politique. La classe ouvrière, de son côté, a certes subi un échec. Elle n'en continuera pas moins la lutte. Et « homme providentiel » ou pas, c'est cette lutte qui, en définitive, sera décisive.

## Après la capitulation de Guy Mollet

UN fait domine le bilan de ces trois semaines d'agonie de la IV<sup>e</sup> République. Les « ultras » et la clique des généraux n'au- raient pas suffi, réduits à leurs propres forces, à porter de Gaulle au pouvoir. Le facteur décisif a été l'attitude des dirigeants des grandes organisations ouvrières qui n'ont pas voulu engager les masses au combat. Et c'est avant tout Guy Mollet et l'aile du P.S. qui l'a suivi qui ont frayé la voie à de Gaulle.

La S.F.I.O. pouvait faire recu- ller de Gaulle, qui n'aurait pu accéder au pouvoir en s'appuyant sur la seule face de la police et d'une fraction de l'armée. La preuve en est suffisamment don- née par les efforts du « général » pour obtenir l'appui du P. S. : les seuls visiteurs qu'il accepta de recevoir à Colombes ne furent- ils pas trois socialistes ? Le P.S. avait, et lui seul, la possibilité

R. MONGE. (Suite page 4.)

## De Gaulle au pouvoir : un échec pour la classe ouvrière

IL est inutile de se dissimuler ce qui est, et les fanfaronnades de Fajon qui, dans « l'Humanité » du 2 juin, abuse ses lecteurs en affirmant que « les condi- tions du succès demeurent », n'y changent rien. Il vaut mieux regarder la réalité en face.

Contrairement aux Fajon, l'avant-gardé révolutionnaire a lutté jusqu'au bout, quand « les conditions du succès » étaient réunies, pour appeler hors du cadre du parlementarisme bourgeois, les masses à agir sur leur propre plan de classe.

Qu'ont fait et dit alors les Du- clos et autres « républicains » ? Notre camarade Forgeux, qui relate les faits jour par jour, le démontre par ailleurs dans ce journal. Nous nous bornerons ici à éclairer les problèmes par l'exposition de l'atti- tude concrète des dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. vis-à-vis de la base.

Le vendredi 30 mai, dans un meeting place Nationale à Billan- court, à la sortie de chez Renault, Linet (celui pour qui, en août 1953, « les conditions de la grève générale n'étaient pas encore réunies... », il y avait alors seulement cinq millions de grévistes) appelle les travailleurs à la vigilance, et à expédier des pneumatiques à... Coty, gardien vigilant s'il en fut de la Constitution républicaine. Le jour précédent, le jeudi, il avait appelé les travailleurs de chez Ren- nault à envoyer des délégations en bleus au Palais-Bourbon, avec des motions « gribouillées » sur un coin d'état (sic). Le vendredi, la Fédération de l'Education Nationale et le Syndicat National des Instituteurs, ayant engagé les en-

seignants dans la grève générale, ont convoqué un meeting des gré- vistes à la Bourse du Travail et diffusé un tract aux ouvriers de chez Renault ; le représentant du P.C.F. et de la C.G.T. auprès de la plus importante usine française, n'éprouve aucun besoin d'appeler les métallos à se solidariser avec les grévistes de l'enseignement. Il éprouve par contre le besoin de lancer ses calomnies habituelles contre les révolutionnaires de tou- tes tendances, regroupés dans le Comité d'Action Révolutionnaire qui ont diffusé un tract appelant à la grève générale.

Mieux, — ou pire — alors que l'annonce de la grève générale des enseignants pour le lendemain, venant après la magnifique manifesta- tion des 500.000 travailleurs du mercredi 28 mai, à « chauffé » considérablement l'atmosphère, le P.C.F. lance le jeudi dans toutes les entreprises le faux bruit d'une descente des « paras » à Tarbes. Le vendredi, les travailleurs, après avoir appris la vérité, se deman- dent si on ne les prend pas pour des imbéciles. Il y a là, il faut le

dire, une affaire supérieurement montée. De main de maître !

Durant plus de quinze jours, à partir du 13 mai, le Bureau Con- fédéral de la C.G.T. et la direction du P.C.F. lanceront les informa- tions les plus fantaisistes. Par télé- phone (téléphone branché, de sur- croît, sur les tables d'écoute), Mau- vais, Linet, informeront chaque jour tous ceux qu'ils peuvent tou- cher — dans le plus grand secret (sic) — de l'attaque imminente des « paras », de la descente des ca- nonniers gaullistes sur Paris, etc... L'« opération aérodrome » a eu un sens précis. Chaque soir, plusieurs milliers de militants monteront la garde dans les permanences, dont aucune, dans cette période, ne sera attaquée. Ainsi, le P.C.F. « amu- sera » des militants et détournera leur attention des véritables pro- blèmes, lesquels consistaient à mo- biliser des centaines de milliers de travailleurs pour disputer la rue, non pas aux « paras », mais aux forces de répression de l'Etat bourgeois. Pendant ce temps, place

Victor LEPAGE. (Suite page 3.)

# UN BILAN : DE LA « VIGILANCE » A LA CAPITULATION SANS COMBAT

**VIGILANCE!** Vigilance! Depuis le 13 mai, la vigilance était la tarte à la crème des directions ouvrières. Les organisations syndicales et politiques étaient en état d'alerte, prêtes à intervenir, et, de temps à autre, on brandissait plus haut la menace de leur intervention, mais sans plus. Tandis qu'Alger renforçait sa pression,

Mais Alger ne bougeait pas, au contraire, la mainmise politique des ultras sur l'ensemble de l'Algérie, la volonté d'aller jusqu'au bout s'affirmaient par la désignation, le 23 mai, d'un super comité de Salut Public. Pflimlin eût aimé transiger avec Alger, mais, pour Alger, Pflimlin n'était pas un interlocuteur valable. De Gaulle ou rien. La bourgeoisie tirait déjà ses conclusions, et c'est ainsi que, dans le *Figaro* du samedi 24 mai, jusqu'alors réservé, le ton montait. Le chantage à la guerre civile commençait: « Que serait, alors, la réaction d'une partie de l'opinion devant une nouvelle crise qui aurait, cette fois, pour conséquence la vacance du pouvoir et l'échec du général de Gaulle? Ce serait la rue, à Alger comme à Paris, qui se substituerait aux autorités reconnues. »

Pinay se chargeait de rétablir le contact entre le gouvernement et de Gaulle.

Le dimanche 25, c'était l'affaire de Corse. Conduits par des paras, aidés par la police, les réactionnaires corses établissaient des Comités de Salut Public et se ralliaient à Alger. Certains virent dans ces événements une répétition de ce qu'on préparait à la métropole. En réalité, la provocation de Corse n'avait pas d'autre but que

## LES « CHEFS » NE VEULENT PAS SE BATTRE!

TOUTE l'évolution de la situation dépendait donc de l'attitude de ceux qui contrôlaient encore la majorité du prolétariat français, de ceux dont la classe ouvrière attendait des directives, une politique, une perspective. Pour ce qui est de la politique et des perspectives, mieux vaut ne pas en parler. Pour le P.C.F., tout aussi bien que pour le P.S., le choix s'était fait lors de l'investiture du gouvernement Pflimlin et du vote de la loi d'urgence: il s'agissait, en tout état de cause, que l'ordre bourgeois ne soit pas remis en question. Aussi se bornait-on à appeler les masses à défendre la « République », sans jamais lier le combat par la défense des libertés démocratiques, aux objectifs propres de la classe ouvrière, en ignorant la lutte de classes. Pareille politique ne pouvait que freiner toute mobilisation des masses ouvrières du pays, qui sentaient qu'une fois de plus on se moquait d'elles, mais, de plus, le lundi 26 mai au matin, les directives étaient encore: « Vigilance ». Pas un seul instant il n'était question de répondre à la force par la force. Quelqu'un qui eût affirmé cette évidence que, devant la capitulation de la bourgeoisie dite libérale, devant la défection des forces de « l'ordre » et devant la menace militaire, la seule défense était l'armement des ouvriers aurait sans doute été traité de misérable provocateur.

C'est ainsi que F.O. demande à ses militants de se « tenir plus que jamais alertes ». Le *Populaire* titre sur huit colonnes: « Plus que jamais, vigilance, sang-froid et détermination. » De leur côté, les stalinien qui, jusque-là, ont collé à la social-démocratie, prennent du

de faire grandir la peur d'une intervention militaire, d'imposer à tous l'idée que le pays allait être coupé en deux et que l'armée allait intervenir. Le coup de force de Corse démontrait en effet que l'armée et les ultras iraient jusqu'au bout, politiquement, qu'il n'y aurait pas de compromis sans de Gaulle. Mais, en même temps, on pouvait se rendre compte qu'ils ne pouvaient conquérir la métropole par une opération militaire. En Corse même, en dépit de l'arriviation du pays, de son faible peuplement, l'opposition populaire demeura vivace, et lorsque, le 30 mai, la F.E.N. appela à la grève, 30 % des enseignants de l'île y participèrent. Des paras auraient pu tenter un commando sur le Palais-Bourbon, ils étaient incapables de faire fonctionner un Etat qui eût maintenu l'ordre dans le pays.

Les réactions gouvernementales aux événements de Corse témoignèrent clairement que la capitulation était en route, et que le hara-kiri sur l'autel de l'unité de la patrie n'allait pas tarder. D'une part, on prit des mesures absurdes, comme l'instauration de la censure, de l'autre, en dépit de la satisfaction toute platonique donnée à la gauche par la déchéance d'Arrighi, on se refusa à condamner les généraux.

Il critiquent la faiblesse du gouvernement à l'égard d'Alger et des militaires, mais, le matin, la C.G.T. se contenta d'envisager pour mardi « toutes les actions unies que requiert la défense de la liberté ». Ce n'est que le soir qu'elle prend la décision d'appeler pour le lendemain, à partir de 14 heures, à la grève générale. Dans la soirée, les événements se précipitent, on apprend que le Comité Directeur du Parti Socialiste, après une réunion commune avec le groupe parlementaire, a pris la décision d'assurer le succès de la grève du lendemain. La nouvelle est ensuite démentie. En réalité, la décision avait bien été prise, mais elle avait ensuite, sur l'intervention de Mollet, absent à la réunion, été rapportée. Le P.S. appelle alors à faire du mercredi 28, en accord avec les syndicats « libres », une journée de lutte pour la « défense de la République ». Il prend, par le truchement du « Comité d'Action pour la défense de la République », l'initiative de la manifestation à Paris, à 17 heures le même jour.

Mardi, sauf dans les mines, où le travail cessera toute la journée, et où 70 % du personnel ne descendra pas dans les puits, la grève déclenchée par la C.G.T. est un échec. La désunion des rangs ouvriers multiplie l'effet du manque de confiance manifesté par les plus larges masses à l'égard de la direction stalinienne. L'absence d'une politique autre que celle de la défense du gouvernement Pflimlin enlève tout mordant aux efforts de l'appareil pour rallier à lui les ouvriers. En règle générale, le débrayage est moins suivi que celui appelé lors de la conférence de presse de de Gaulle le 19 mai.

après que de Gaulle eut clairement affirmé sa candidature, on attendait toujours. C'était un peu la scène comique du querelleur de bistrat qui s'écrie: « Retenez-moi, ou je fais un malheur ». De son côté, le gouvernement attendait. Il attendait on ne sait quoi, un miracle, une « divine surprise ». Il tentait d'attendrir les ultras et de flatter

## LE POINT TOURNANT...

CHACUN sent que le lendemain sera une journée décisive. La manifestation convoquée par le P.S. a été approuvée par le P.C.F. et la C.C.T. qui demandent à leurs militants de s'y joindre. La situation est maintenant trop tendue pour que l'on puisse plus longtemps écarter la classe ouvrière de la scène politique. Le parti socialiste, s'il veut continuer à exister comme parti ouvrier, doit affirmer sa puissance. Même s'il veut aboutir à un compromis avec de Gaulle, il lui faut bien le négocier à partir d'une position de force. L'arme qu'il se contente de brandir depuis le 13 mai, l'appel aux masses, il doit maintenant l'utiliser — en l'érouissant le plus possible, il est vrai.

Du côté de la bourgeoisie, cependant, on est maintenant décidé à aller vite. Pflimlin, avec la complicité de Mollet, met en place le dispositif qui doit permettre à de Gaulle de prendre légalement le pouvoir. De Gaulle va et vient, reçoit près de Paris de « mystérieux visiteurs » — on apprendra ensuite que Pflimlin est l'un d'eux. A 12 h. 45, il a déclaré « avoir entamé le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain ». Mais les socialistes, pour l'heure, restent intrançais, au moins en appa-

## LA CLASSE OUVRIÈRE DIT NON A LA REACTION

MAIS les jeux ne sont pas faits, car l'après-midi du 28 ce sera au grand absent de cette crise d'occuper la scène, à la classe ouvrière de dire haut et fort son opinion. De la Nation à la République, 500.000 travailleurs défilent. Les organisateurs souhaitaient une manifestation silencieuse. Mais le peuple de Paris tenait à clamer sa volonté « Non à de Gaulle », « le fascisme ne passera pas » et « paix en Algérie » étaient ses mots d'ordre. Une extraordinaire impression de puissance se dégageait de cette manifestation qui, comme le remarquait un journaliste anglais, « si elle fut convoquée par les organisations, n'en fut pas moins spontanée », spontanée car elle correspondait profondément à la volonté des masses.

Les travailleurs de Paris, pour la première fois depuis plus de vingt années, réoccupaient le pavé. En dépit des trahisons, des déceptions, en dépit de l'effrayante gymnastique des derniers jours où alternaient rumeurs paniquées et mots d'ordre démobilisateurs, en dépit de la confusion entretenue par tous, ils étaient venus en masse. Non dans le but de défendre Pflimlin, mais dans celui de s'opposer à toute atteinte portée à leurs droits d'organisation et d'expression, dans le but de s'opposer à la classe dominante, à sa politique de guerre et de misère.

Chacun savait maintenant qu'il faudrait compter avec la classe ouvrière et, sans doute, les dirigeants socialistes, qui avaient dans l'affaire joué le rôle de l'apprenti sorcier, étaient-ils encore plus effrayés que les autres. Les directions « ouvrières » fi-

Alger. Il maintenait la fiction d'un Salan « loyal au gouvernement légal », parlait de la magnifique fraternisation franco-musulmane, expédiait des renforts, jurait ses grands dieux que la paix en Algérie ne s'établirait que par la victoire, et se préparait à imposer au pays 80 milliards d'impôts nouveaux.

rence, et, en dépit de Guy Mollet et de quelques autres, du type Lacoste ou Lejeune, le groupe parlementaire et le comité directeur pratiquement unanimes déclarent « irrecevable en tout état de cause une candidature de Gaulle ». La nuit, le parlement tient séance; il doit voter le principe de la réforme constitutionnelle; en fait, il ne s'intéresse qu'à de Gaulle, qu'aux visites qu'il a reçues. Embarrassé, Pflimlin s'explique devant des socialistes et des radicaux mécontents. De plus, on apprend que Guy Mollet a envoyé une lettre personnelle à de Gaulle. Dans une atmosphère tendue, le gouvernement obtient 408 voix, 165 voix se prononçant contre lui. Mais Pflimlin est décidé à faire venir de Gaulle, et, récusant les suffrages communistes, arguant de la démission des ministres indépendants, il offre à Coty sa démission. Coty, lui, pour qu'il n'y ait pas « vacance du pouvoir », la refuse temporairement. Il espère obtenir l'accord des socialistes avant de faire officiellement appel à de Gaulle.

Ainsi, au matin du 23 mai, la bourgeoisie a, dans son immense majorité, opté pour de Gaulle. Sans illusions et sans joie, mais, comme le dit Beuve-Méry dans le *Monde*, c'est la « moins mauvaise solution ».

crate avait à choisir entre une république autoritaire où son rôle serait, certes, diminué, et une mobilisation des masses contre la réaction et la clique militaire. La peur des masses, plus précisément de la révolution prolétarienne, ne pouvait que l'emporter. L'appareil social-démocrate ne pouvait que capituler. Mais capituler dans de pareilles conditions, c'était risquer de discréditer à jamais le parti socialiste, c'était l'affaiblir d'une manière extraordinaire. Nombre de dirigeants s'en sont rendu compte et, pensant qu'il fallait sauver à tout prix le Parti, se sont alignés sur la volonté des masses: ils ont refusé de capituler devant de Gaulle. Comme on le sait, par l'artifice de la liberté de vote laissé aux députés, le P.S. espère éviter une scission entre ceux qui sont demeurés (que l'on soit d'accord ou non avec leur politique) dans le camp de la classe ouvrière et ceux qui ont renouvelé le geste d'un Paul Faure. Mais, de toute façon, le P.S. ne pourra plus être ce qu'il était avant le débat d'investiture: le parti de Guy Mollet est mort dans cette crise.

## LE P.C. SABOTE LE COMBAT

ICI se place un épisode important qui permet de comprendre à quel point la politique du Parti Communiste Français, pour plus « gauche » qu'elle ait pu paraître à travers ses déclarations ou les sacrifices de ses militants, est demeurée en définitive une politique de démobilisation des masses de refus de combattre par crainte de la classe ouvrière et par fidélité aux directives du Kremlin, pour qui la paix sociale en Europe demeure essentielle.

Comme nous l'avons dit, après la manifestation, le P.C.F. ne chercha pas plus que les autres à exploiter les grandes possibilités offertes. Il peut arguer de son isolement, tel qu'il s'était montré au cours de la grève du 27 mai. Mais il s'est sciemment refusé à saisir une chance unique de briser cet isolement, et de retourner la situation, et cette attitude juge sa direction.

La Fédération de l'Education Nationale, qui regroupe en son sein l'écrasante majorité des enseignants, lançait pour le vendredi 30 un ordre de grève générale à ses adhérents, pour lutter contre les menaces qui « pèsent sur les libertés ». On sait l'importance de la Fédération de l'Education Nationale pour l'ensemble du mouvement syndical, le prestige qu'elle connaît du fait qu'elle est un syndicat qui regroupe toutes les tendances. De plus, pour cette grève contre de Gaulle, elle avait fait un effort tout particulier pour alerter l'opinion sur sa portée; elle avait invité les syndiqués de toutes les corporations à venir au meeting qu'elle organisait à la Bourse du Travail, à 17 h. 30, à Paris. Elle donnait ainsi l'occasion aussi bien à la C.G.T. qu'à F.O. de reprendre à leur compte son ordre de grève et de déclencher une grève générale qui pouvait être un succès assez considérable pour faire reculer la réaction et tout remettre en question.

# RÉVISIONNISME OU RÉVOLUTION ? MARCEAU PIVERT

MOSCOU vient d'être le siège de grandes conférences internationales. Sous le couvert d'entretiens économiques dans le cadre du COMECON, d'échanges de vues militaires dans le cadre du Pacte de Varsovie, on assiste en réalité à un rassemblement autour du Kremlin des principaux dirigeants des partis des pays satellites, avec un objectif politique bien déterminé. Car, après le déclenchement de l'offensive de grand style contre les communistes yougoslaves à l'occasion du Congrès de Lioubliana, on ne peut douter que l'essentiel des efforts des bureaucrates de Moscou ne tende à resserrer derrière eux les différents pays.

Déjà, malgré certaines nuances de pure forme, comme les précautions oratoires prises par les Polonais dans « TRYBUNA LUDU », tous les partis d'Europe Orientale se sont alignés sur le Kremlin dans la condamnation de ce qu'ils appellent le « RÉVISIONNISME » yougoslave. L'ajournement du voyage de Tito à Varsovie est la preuve, s'il en était encore besoin, qu'il n'est pas question aujourd'hui pour les Polonais de refuser quoique ce soit des exigences russes, et, plus encore, la preuve de la crainte de la bureaucratie devant tout ce qui est susceptible d'affaiblir le « ROLE DIRIGEANT DE L'U.R.S.S. » dans le « CAMP SOCIALISTE ».

La mort de Marceau Pivert a frappé douloureusement tous les militants ouvriers qui, malgré les divergences qui pouvaient les séparer du vieux militant socialiste, avaient appris à apprécier sa profonde loyauté, sa simplicité et son dévouement total à la cause de l'émancipation de la classe ouvrière.

En 1934-1936, il dirigeait les T.P.P.S., groupes d'auto-défense du Parti Socialiste, alors incomparablement plus enraciné dans les masses ouvrières qu'il ne l'est aujourd'hui. Leader de la Gauche Révolutionnaire, tendance socialiste révolutionnaire de la S.F.I.O., qui dirigeait notamment la Fédération de la Seine, il entra, en mai 1936, comme attaché au cabinet de Léon Blum. Mais il est en juin 1936, pendant la grève générale, cette phrase magnifique : « Maintenant, tout est possible », ce qui lui valut d'être dénoncé comme « trotskiste » par Maurice Thorez, qui venait de lancer le fameux : « Il faut savoir terminer une grève ». Fidèle à ses convictions, Pivert quitta le cabinet de Blum lorsque la police de ce dernier eut tiré sur les ouvriers à Clichy. Il organisa, en 1927, une manifestation de masse contre le Sénat : ce dernier se préparait à émettre le Gouvernement Blum d'avis canalisé le mouvement des masses, puis de l'avoir refoulé en le renversant. Du haut d'une fenêtre, Pivert s'adressa aux manifestants ; mis en joue par un garde républicain, il n'en continua pas moins imperturbablement son discours.

1938, une manifestation de solidarité. En juin 1938, la gauche révolutionnaire ayant été exclue de la S.F.I.O., Marceau Pivert avait fondé le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, organisation hétérogène qui ne résista pas au déclenchement de la guerre.

Pendant la deuxième guerre mondiale, Pivert, émigré au Mexique, défendit le mot d'ordre du 3<sup>e</sup> front prolétarien opposé aux impérialistes anglo-saxons comme aux puissances de l'Axe. Revenu en France en 1945, il réintégra la S.F.I.O., appartenant un moment au comité directeur, puis en fut éliminé par Guy Mollet. Il poursuivit dès lors son activité à la base, dans la 15<sup>e</sup> section.

Malgré les divergences qui les séparaient, les trotskistes se retrouvaient encore en plusieurs circonstances avec Marceau Pivert : au sein du comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression, pour y défendre le programme d'une paix en Algérie conforme aux principes de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; au sein du Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière, pour s'y opposer à la fois à l'expédition de Suez, à la guerre d'Algérie, et à l'intervention russe à Budapest.

Marceau Pivert croyait encore à la possibilité d'une régénération de la S.F.I.O. pour le socialisme révolutionnaire. Il était atteint d'une grave maladie de cœur. Il est fort possible que la honteuse capitulation de Guy Mollet devant de Gaulle ait contribué à hâter sa fin.

R. M.

versité de Leipzig, qui a été frappé, accusé d'avoir « sous-estimé le rôle de la classe ouvrière dans l'histoire littéraire », cette accusation farfelue ne dissimule à personne le fond du problème : le refus de Mayer, ami de Lukacs, de se désolidariser de son ami hongrois et de la lutte révolutionnaire des ouvriers hongrois. En Tchécoslovaquie, depuis plusieurs mois, se poursuit une purge féroce contre les éléments « nationalistes bourgeois » et contre ceux qui dissimulent le « révisionnisme » sous une « phraséologie communiste ». Au lendemain de la Révolution Hongroise, le dirigeant slovaque Pavlik se voyait exclu du Comité Central du Parti. Il n'a, à ce jour, fait aucune autocritique. Le Congrès du P.C. Slovaque qui vient de se tenir sous la férule du Tchéque Karol Bacilek, parachuté à la direction, vient de confirmer l'exclusion d'un autre membre du Comité Central, Sebasta, et de dix autres responsables accusés, eux aussi, de « révisionnisme » et de sympathies pour les révolutionnaires hongrois.

compréhension parfaitement que leur intérêt ne s'identifie pas du tout avec celui de la bureaucratie rapace et parasitaire imposée par Moscou. Le « révisionnisme » des Yougoslaves est dangereux aux yeux des maîtres du Kremlin, dans la mesure où sa critique, même limitée et timorée de la bureaucratie, où l'affirmation de leur indépendance nationale risquent, qu'ils le veuillent ou non, de fournir à des travailleurs qui veulent lutter et contre la bureaucratie et pour leur indépendance nationale, un pôle de regroupement en même temps qu'un exemple. C'est là le sens des conciliabules contre-révolutionnaires à Moscou aujourd'hui.

Pierre BRABANT.

(1) Le télégramme « conciliant » de Khrouchchev à Tito ne modifie pas cette appréciation. Il prouve seulement : 1<sup>o</sup> que la fermeté yougoslave paie, aujourd'hui comme il y a dix ans ; 2<sup>o</sup> que l'harmonie la plus parfaite ne régit peut-être pas au Kremlin.

Ainsi que nous l'avons expliqué dans un précédent article, la bureaucratie ne peut aujourd'hui, après l'expérience de la Révolution Hongroise, permettre la moindre faille « idéologique », la moindre velléité d'indépendance. La bonne volonté, l'esprit de conciliation des dirigeants yougoslaves, l'ampleur et l'importance des concessions qu'ils ont pu faire n'ont pas changé la détermination du Kremlin à leur égard : ainsi que l'a écrit Borba, c'est, en fait, un véritable ultimatum qui a été envoyé à Belgrade. Ce que veut aujourd'hui Moscou, c'est une capitulation sans conditions, et ce sont des sanctions économiques sévères qui menacent aujourd'hui les rebelles de Yougoslavie, comme après 1948 (1).

C'est que les raisons de l'offensive de Moscou résident dans une situation qui n'a pas cessé d'être critique pour la bureaucratie, depuis la crise ouverte par les soulèvements des travailleurs de Berlin-est en 1953 et qui s'est prolongée par les révolutions polonoise et hongroise de 1956. Dans tous les pays d'Europe Orientale, en effet, malgré la répression, les difficultés n'ont pas cessé de s'accumuler sous les pas des dirigeants stalinien.

En Hongrie, Kadar continue à faire exécuter des révolutionnaires et les précautions même prises par Khrouchchev ont démontré, ainsi que nous l'avons souligné, lors de sa visite, les véritables sentiments du peuple hongrois et le haine qu'il porte à la bureaucratie russe. En Pologne, Gomulka, sur les injonctions du Kremlin, vient de faire disparaître, après Po Prostu, puis l'équipe révolutionnaire de Stendar Mlodych, l'équipe rédactionnelle de Nowa Kultura qui passe complètement sous son contrôle. En Bulgarie, on a pu assister à des mesures semblables : Stanchev, rédacteur en chef, et Topencharov, le beau-frère de Traitcho Kostov, pendu en 1949 par ordre de Staline comme « titiste », ont été chassés de la rédaction du journal Otechestven Front, tandis que six des membres du comité de rédaction de la revue Plamuk, fondée en pleine « déstalinisation », étaient relevés de leurs fonctions et accusés de révisionnisme. En Allemagne Orientale, l'historien Jürgen Kuczynski et l'économiste Fritz Behrens, accusés de « révisionnisme », ont dû faire leur autocritique et reconnaître leurs « nombreuses erreurs ». Plus récemment encore, c'est Hans Mayer, professeur d'histoire littéraire à l'Uni-

Ces mises en accusation, ces menaces, ces exclusions dans les couches supérieures de l'appareil, ces remous dans l'intelligentsia ne sont pas isolés. L'expérience polonoise et hongroise a démontré comment le mécontentement de l'ensemble de la population et en particulier des travailleurs se traduit d'abord, inévitablement, sous une forme plus ou moins déformée, par des prises de position « révisionnistes » dans les milieux intellectuels. La révolte des écrivains et des intellectuels hongrois et polonais a précédé celle des travailleurs. Le mécontentement de ces derniers ne peut même plus être dissimulé ces derniers temps en Tchécoslovaquie et l'organe central des syndicats regrette que la nouvelle politique économique n'ait pas été « suffisamment expliquée » aux travailleurs... C'est que la décentralisation décidée par le gouvernement de Prague, avec une réforme des normes et une redistribution de la main-d'œuvre, s'est traduite concrètement pour de nombreux travailleurs par une baisse des salaires atteignant parfois de 15 à 20% ! Jaromir Dolansky, vice-président du Conseil, a donné les « explications » nécessaires, affirmant notamment : « Chaque travailleur doit comprendre que ses intérêts s'identifient avec ceux de la société... » La réalité est que les travailleurs tchécoslovaques, comme les travailleurs allemands, polonais et hongrois

## UN ÉCHEC POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

(Suite de la page 1.)  
la nette. Si l'on peut dire, était faite pour que le Parlement remette le pouvoir « légalement » à de Gaulle.

Jour après jour, les dirigeants stalinien ont démolis les masses. Des exemples, il serait possible d'en citer des centaines. Ainsi, un gréviste de l'enseignement demande à un militant du P.C.F. pourquoi la C.G.T. n'a pas appelé les travailleurs à se solidariser avec la F.E.N. Dialogue : « On a mieux à faire. — Quoi ?

— Tous les soirs, nous sillonnons les rues en camion pour empêcher une attaque des fascistes ! Il ne faudrait surtout pas croire que les dirigeants du P.C.F. soient atteints par le crétinisme parlementaire. Ce serait leur faire injure. Consciemment, délibérément, ils ont voulu éviter que les travailleurs ne combattent sur leur propre plan de classe. Dès le début, ils l'avaient montré en s'associant au vote manime de la Chambre faisant confiance à l'armée, c'est-à-dire aux généraux Salan, Massu et autres, lesquels... réclamaient de Gaulle. Les dirigeants stalinien, tout comme les dirigeants socialistes à la Mollet, ont œuvre, chacun à leur façon, pour la défense du régime bourgeois, lequel exige aujourd'hui la suppression des libertés démocratiques élémentaires.

Le samedi 31 mai, des ouvriers vont demander aux dirigeants de la C.G.T. d'appeler à la grève générale, s'il en est temps encore. Réponse : ce n'est « pas encore le moment ». Ce serait « l'aventure ».

Mais le lendemain, 1<sup>er</sup> juin, le P.C.F. lance des opérations de « commandos » dans tout Paris. Ces opérations sont préparées en dépit du bon sens, un quartier devant rejoindre un autre quartier. Elles ont pour objectif : la République, pour y fleurir la statue ; au Quar-

tier Latin, on se cogne avec la police. Elles n'aboutissent évidemment pas à empêcher la Chambre de voter pour de Gaulle. Plus encore, alors que le P.C.F. parle de danger mortel et envoie les travailleurs se faire matraquer, les députés stalinien resteront bien sagement assis dans leurs fauteuils.

Le mercredi 28 mai, 500.000 travailleurs manifestent. Arrivés place de la République, ils cherchent à poursuivre la manifestation rue du Temple. Le service d'ordre stalinien parle de provocation ! Mais, le dimanche, il envoie deux dizaines de milliers d'ouvriers isolés, morcelés, se faire matraquer. N'est-ce pas là une provocation, une vraie ? Délibérément menée ? Avec un objectif précis, qui consiste, pour les dirigeants stalinien, après avoir tout fait pour démolir les travailleurs, à tirer son épingle du jeu et à tenter d'apparaître devant la classe ouvrière comme les seuls ayant mené le combat jusqu'au bout, alors que les socialistes et... on entend déjà l'appareil stalinien expliquer : « Que voulez-vous ? Nous ne pouvions rien faire tout seuls. Nous n'avons rien négligé ; voyez par exemple la grève du mardi 27 mai, ordonnée par la C.G.T. ; elle a raté parce que les Bouladooux et Bothereau ont trahi (ce qui est vrai (V.L.)). Mais il y a un mais, et de taille. La C.G.T. a ordonné la grève le dimanche 25. Les dirigeants de la C.G.T. étaient parfaitement au courant de la manifestation prévue pour le 28. Pendant un temps, les dirigeants socialistes, ceux hostiles à de Gaulle, ont envisagé de la convoquer le 27, puis sous la pression de Mollet, ils l'ont remise au 28.

Pourquoi les dirigeants de la C.G.T. ont-ils continué à appuyer sur le champignon, alors que manifestement ils savaient qu'ils

allaient à un échec le 27 ? Parce que cet échec leur importait peu. Ce qui leur importait, c'était d'apparaître comme les seuls et les premiers à engager même des actions-bidons. Le succès de la manifestation du 28 a démantelé la politique stalinienne. De même, la C.A. de la C.G.T. se réunit deux fois dans la soirée du jeudi au vendredi. La grève générale de l'enseignement est annoncée depuis le mercredi soir. La C.A. de la C.G.T. ne fait aucune mention de la nécessité si on voulait se battre véritablement tous ensemble, d'appeler les travailleurs à se solidariser avec les enseignants. Aucune organisation de fonctionnaires, en particulier, ne s'associera à la F.E.N., alors que les syndicats de fonctionnaires, quels qu'ils soient, sont certainement les plus directement menacés par l'avènement d'un pouvoir autoritaire, qui ne tardera pas longtemps à interdire le droit de grève aux agents de la fonction publique !

Non, n'en déplaise à Fajon, « les conditions du succès » ne sont plus intactes ; la classe ouvrière devra se regrouper sur de nouvelles positions défensives. La logique même d'une situation dans laquelle la bourgeoisie, comme nous le montrons par ailleurs, se trouve confrontée avec des problèmes — Algérie, problèmes économiques — encore aggravés, la poussent à porter des coups à la classe ouvrière. Même si le gouvernement de Gaulle doit procéder d'abord avec prudence, il ne pourra que tenter de disperser, d'atomiser le mouvement ouvrier. Pour préparer leur riposte, les travailleurs doivent prendre pleine conscience de l'échec qu'ils viennent de subir et de ses causes, de la totale et égale responsabilité des dirigeants du P.S. et du P.C.F., égale responsabilité malgré les rôles différents qu'ils ont joués.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

souscrits un abonnement de : un an - 6 mois - 3 mois (1) à « LA VERITE » et verse la somme de 1.200 francs - 600 francs - 350 francs (1), au C.C.P. 6032-01 Paris.

S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris (11<sup>e</sup>)

(1) Rayer la mention inutile.

# L'APPEL DE LA FEDERATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE

A LA GREVE GENERALE  
ET AU MEETING DE LA BOURSE

Le Général a lancé, dans sa dernière déclaration, un véritable défi au peuple de France tout entier.

Le peuple de Paris a hier relevé ce défi.

De nombreuses manifestations se sont développées en province, 250.000 manifestants de la Nation à la République, toutes organisations syndicales mêlées, ont clairement signifié :

- que le Gouvernement de Gaulle ne ferait pas l'unité,
- que les libertés démocratiques seraient défendues.

Il s'agit, en effet, de nos libertés les plus élémentaires :

- Liberté d'expression.
- Liberté de réunion.
- Droit syndical.
- Droit de grève.

Le Général, appelé et appuyé par la droite réactionnaire, et par l'armée de métier, menace ces libertés.

L'École Publique, où nous enseignons le respect de ces libertés et de ces droits, n'aurait rien à attendre d'un pareil gouvernement.

Les enseignants étaient présents hier de la Nation à la République. Ils ont pris une part importante dans la préparation et la réalisation de cette manifestation.

Ils n'arrêtent pas leur action.

LA FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE A LANCE L'ORDRE DE GREVE POUR LE VENDREDI 30 MAI. Elle a convoqué les enseignants pour 17 h. 30, à la Bourse du Travail.

Nous avons demandé à tous les parents d'élèves de ne pas envoyer leurs enfants à l'école demain.

Nous demandons à tous les travailleurs, à tous les démocrates de manifester leur solidarité avec notre grève de défense des libertés qui sont les leurs comme les nôtres.

Cette solidarité commence en n'envoyant pas vos enfants à l'école ou au lycée demain : VENDREDI 30 MAI.

Les enseignants comptent sur vous comme vous pouvez compter sur eux.

LE SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT  
DE LA REGION PARISIENNE.

## Le syndicat des bibliothèques (F.O.)

La Section Bibliothèque Nationale du Syndicat National des Personnels des Bibliothèques Publiques (F.O.) enregistre avec satisfaction la réussite de la massive démonstration des forces démocratiques, du 28 mai, pour affirmer leur volonté de défendre les libertés.

La Section constate également avec satisfaction que le premier résultat de cette action de défense des libertés s'est caractérisée, dans nos établissements, par un assouplissement des mesures rigoureuses qui interdirent le 23 mai aux syndicats F.O. et C.G.T. de se réunir entre 9 heures et 17 heures. Nos camarades de la F.E.N. et de la C.F.T.C. qui obtinrent, les 28 et 30 mai, l'autorisation de se réunir à 16 heures se félicitent certainement comme nous, de ce résultat.

La Section regrette cependant les entraves mises à une réunion générale inter-syndicale de tout le personnel (que notre Organisation prit l'initiative de proposer à la F.E.N., à la C.G.T. et à la C.F.T.C. dès le 14 mai) cependant officiellement demandée par F.O., la C.G.T. et la F.E.N., le mercredi 21 mai. La Section regrette surtout qu'ainsi l'unité d'action n'ait pas eu sa pleine force et efficacité pour l'information et la détermination des personnels de nos établissements, par ailleurs informés d'une manière partielle sur les positions syndicales, déformées par une presse orientée.

Le Syndicat National des Personnels des Bibliothèques Publiques (F.O.) appelle ses adhérents à assurer le succès du mouvement de grève de 24 heures lancé par la F.E.N. (Autonome) et par notre Fédération, pour les mêmes objectifs qui le faisaient combattre le 28. Partout, et pour chaque établissement, où la décision de grève interviendra à la majorité, nos adhérents sont appelés à y participer activement. Le Bureau du Syndicat National des Personnels des Bibliothèques Publiques, considérant qu'il ne saurait y avoir de démocratie que dans l'élargissement des droits et des conditions de vie des travailleurs, demande, instamment, à toutes les Organisations syndicales — sans exception — de se

- rencontrer en vue de rendre possible, sans délais, une grève générale illimitée ayant pour objectifs :
- 1° Le droit d'élection de Comités d'Établissements ayant tous pouvoirs de contrôle sur la marche de l'entreprise, les conditions de travail, de rétribution, d'embauche, de licenciement ;
- 2° Le respect et l'élargissement des droits de grève, de réunion, de publications et d'interventions syndicales ;
- 3° Le relèvement du pouvoir d'achat à un niveau correspondant aux besoins ouvriers (minimum de base à 235 fr. horaires) ; un acompte égal pour tous de 15.000 fr. mensuels ;
- 4° Les 40 heures en 5 x 8 ;
- 5° Ouverture de pourparlers de paix en Algérie par une conférence de la Table ronde groupant toutes les tendances politiques du nationalisme algérien, les syndicats, les représentants des populations d'origine européenne et ceux du gouvernement de la République ;
- 6° Respect de la séparation des pouvoirs, subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil, abolition des lois d'exception, des pouvoirs spéciaux, de l'état d'urgence.

(Résolution communiquée le 25 mai à la direction, aux fédérations, à la presse.)

## 3 semaines...

(Suite de la page 1.)

classe ouvrière avec son vrai visage, ses véritables objectifs, ses propres méthodes de lutte.

C'est ainsi que le Comité d'Action Révolutionnaire fut créé sur l'initiative de la Fédération anarchiste et du parti communiste internationaliste (trotskyste). L'objectif premier de ce C.A.R. était d'opérer les travailleurs, au milieu de ce flot patriotique, « républicain » et « français » qui coulait dans la presse « ouvrière », à affirmer leurs propres objectifs de classe, leurs propres méthodes de combat.

Les révolutionnaires ne défendent pas les libertés démocratiques pour perpétuer le régime bourgeois. En défendant les libertés, ils continuent à affirmer les propres buts du mouvement ouvrier, les revendications propres des travailleurs, immédiates et essentielles.

Face aux organisations traditionnelles, les trotskystes ont été parmi ceux qui ont le plus clairement montré quelle était la voie pour la classe ouvrière.

L'heure est venue maintenant de dresser le bilan de ce qui se solda par un échec pour la classe ouvrière, du fait même de la politique des directions. Nombreux sont les travailleurs de toutes origines, les jeunes en particulier, que les événements ont instruit, sur un rythme accéléré, du rôle véritable des appareils bureaucratiques au sein du mouvement ouvrier. Nombreux sont ceux qui prennent conscience de la nécessité de construire de nouvelles organisations de classe, un nouveau parti ouvrier indépendant de tout État et de toute bureaucratie, dépendant seulement des masses travailleuses.

L'heure est à l'éclaircissement politique, à l'approfondissement des problèmes, au regroupement des révolutionnaires conscients. Les trotskystes sont résolus, pour leur part, à y contribuer sans réserves. En rejoignant les rangs du P.C.I., les militants révolutionnaires qui approuvent le programme trotskyste manifesteront leur compréhension des nécessités de l'heure. Il faut serrer les rangs !

## Guy Mollet

(Suite de la page 1.)

de faire reculer de Gaulle, parce que le P.C.F., comme nous l'avons souvent souligné dans ces colonnes, ne faisait, depuis plusieurs années, que s'effacer devant le social-démocratie.

Le P.S., comme le P.C.F., est une organisation ouvrière dont la direction bureaucratique situe l'action exclusivement dans le cadre du parlementarisme bourgeois. Ceci n'est pas nouveau. Il y a beau temps que les objectifs visés par ces deux partis n'ont rien à voir avec la révolution socialiste. Il y a beau temps que leurs dirigeants, inféodés, les uns à l'impérialisme français, les autres à la bureaucratie du Kremlin, sont les plus sûrs piliers de l'ordre établi. Mais la capitulation de Guy Mollet devant de Gaulle, c'est encore autre chose ; c'est un phénomène d'un autre ordre.

Que le P.S. et le P.C.F. mettent les masses dont ils disposent à la disposition de la démocratie bourgeoise est une chose. Mais ils ne le font — et ne peuvent le faire sans se nier comme organisations de classe, au sens élémentaire du terme — que dans le cadre d'un système politique permettant à la classe ouvrière de s'organiser politiquement et syndicalement sur son propre terrain, avec les libertés démocratiques, même restreintes, que cela comporte : droit de grève, droit syndical, liberté de la presse, droit de réunion...

Le gouvernement de Gaulle, c'est autre chose. C'est le « pouvoir fort » dont la bourgeoisie espère qu'il permettra de prolonger l'existence du régime capitaliste, en proie aux convulsions de l'agonie. Un gouvernement qui, par sa nature même, ne peut que tendre à la domestication complète, à l'émiettement, à l'atomisation du mouvement ouvrier. Guy Mollet et ceux qui le suivent, en se mettant à la disposition du « général », changent de fonction. Ils ne sont plus les dirigeants d'une tendance ouvrière, même d'extrême-droite, les « lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise ». Ils deviennent les liquidateurs, ou les aspirants liquidateurs, du mouvement ouvrier, et au premier chef du Parti Socialiste, pour les besoins de la bourgeoisie.

Ce contenu nouveau, acquis par Mollet et son groupe, revêt une importance capitale. Elle est grosse d'une scission dans le P.S., entre ceux qui acceptent la liquidation et ceux qui, quels qu'en soient les motifs, ont une position antérieure (le cas de Le Bail, qui était à l'extrême droite de la S.F.I.O., mais semble aujourd'hui un adversaire déterminé de de Gaulle), veulent que leur parti survive. Cette scission sera progressive, conforme aux intérêts des travailleurs, à condition que les socialistes antigaulistes, en majorité au groupe parlementaire et au comité directeur, fassent preuve de résolution, face aux liquidateurs qui vont naturellement multiplier les tentatives de pression et de corruption ; à condition qu'ils repoussent également les propositions à la Dubreuil d'un « travailisme sans travailleurs », d'un parti qui se placerait sous la houlette bourgeoise de Mendès-France, propositions qui les conduiraient elles aussi à abandonner le terrain de classe.

Vient de paraître :

Une nouvelle édition de

## LEUR MORALE ET LA NOTRE

le célèbre pamphlet de Léon Trotsky, épuisé de longue date.

Une brochure ronéotypée de 32 pages : 100 francs.

A la S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris (11<sup>e</sup>). Envoi franco de port contre mandat au

C.C.P. 6032-01 Paris.

## De la « vigilance » ...

(Suite de la page 2.)

F.O. demeura silencieuse ; la C.G.T. et le P.C.F. appelèrent à « multiplier les actions » (?) selon le titre de l'Humanité du 30 mai. Le P.C.F. n'invita même pas ses militants autres qu'enseignants à se rendre au meeting de la F.E.N. Il préféra, faisant alterner les rumeurs paniquardes avec ses mots d'ordre démobilisateurs, alerter ses militants contre de prétendus parachutistes venant de Villacoublay ! Le refus de la C.G.T. et du P.C.F. d'engager la lutte aux côtés de la F.E.N., leur refus de faire confiance aux masses, tout comme

la trahison ouverte de la direction molleniste de la S.F.I.O., ouvrirent la route à de Gaulle...

Dès vendredi soir, l'atmosphère changea. La réaction releva la tête, la police manifesta qu'elle n'était qu'une milice antiouvrière. À la sortie du meeting de la F.E.N., qui fut un grand succès, puisqu'il rassemblait plus de dix mille travailleurs, elle chargea sauvagement quelques groupes isolés. Le même soir, elle protégeait les voyous fascistes sur les Champs-Élysées, et, scandant « Algérie Française », matraquait les jeunes communistes ! La loi d'urgence montrait son « utilité ».

puisque la classe ouvrière ne s'est pas battue, que ses forces vives restent intactes. Mais il s'agit d'un échec certain, qui pèsera tout autant sur l'avant-garde que sur l'ensemble de la classe ouvrière, et que les exploitateurs chercheront à mettre à profit.

Cet échec, la politique des « grandes organisations » en est la cause principale. Nous avons ici toujours insisté sur le fait que l'un des éléments décisifs de la politique française était la situation au sein du mouvement ouvrier, que le problème de la construction d'une direction de classe, indépendante des appareils, était un problème central.

La dramatique expérience de ces trois dernières semaines ne fait que confirmer ce point de vue. Ce n'est que si les ouvriers parviennent à diriger leurs luttes qu'elles pourront être victorieuses. La lutte de classe continue. Sous des formes peut-être différentes, sur un terrain peut-être modifié, la construction d'un parti révolutionnaire demeure la tâche centrale de ceux qui y participent consciemment.

F. FORGUE.

Le gérant : P. LAMBERT.

LES PRESSES OUVRIÈRES

7, rue Victor-Hugo, 7

Montreuil

### TIRER LES LEÇONS DE L'ÉCHEC

Il ne restait plus qu'à jouer la comédie de l'investiture. La Quatrième République, tout le monde l'a remarqué, mourut comme elle avait vécu, sans grandeur. Le « général » traita le parlement avec mépris et dédain, ne prit même pas la peine d'écouter les députés, et attendit confiant l'issue d'un vote qui ne faisait pas de doute. La majorité des députés socialistes refusa pourtant de s'incliner jusqu'au bout et, par son vote, préserva sans doute l'avenir d'un parti socialiste en France. Mais les interventions furent pour la plupart bien timides. Discredités, dépassés, le parlement se laissait faire ; même les députés stalinien ne protestèrent guère

et restèrent calmes tandis que leurs militants, lancés dans un « harcad d'honneur », étaient attaqués par une police déchainée qui pronait sa revanche...

« Alger fête sa victoire » titrait France-Soir ; toute la réaction, que symbolise si bien la « jeunesse dorée » des Champs-Élysées, pevoise. La police tient la rac. Le patronat espère maintenir les salaires bloqués. Tous les ennemis de la classe ouvrière affichent leur joie d'avoir « triomphé ». Certes, ce triomphe est bien mince, cette victoire bien fragile, mais elle est indéniable. Les forces de « l'ordre moral » ont remporté l'un de leurs plus importants succès depuis 1944. Il ne s'agit pas d'une défaite.